

Sommes-nous en train de gagner la lutte contre la corruption ?

Jim Yong Kim, Président de la Banque mondiale

Depuis que j'ai assumé les fonctions de Président du Groupe de la Banque mondiale, j'ai rencontré un grand nombre de personnes qui sont profondément attachées à la cause du développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres. Elles me demandent fréquemment si nous gagnons la lutte contre la corruption et je réponds toujours par l'affirmative.

J'ai heureusement de nombreuses raisons de considérer la situation générale avec optimisme. L'opinion des citoyens continue de largement contribuer à limiter la corruption. Dans des pays comme le Brésil, la Chine, la Russie et le Nigéria, notamment, la transparence prend racine. Dans d'autres pays, nous avons financé des projets fructueux qui permettent aux citoyens d'utiliser leur téléphone portable pour suivre la manière dont les autorités dépensent effectivement les ressources publiques. L'appui que nous apportons à une initiative de transparence comme le programme « Déclarez ce que vous payez » facilite également l'examen des pratiques du secteur du bâtiment et des industries extractives qui sont tous deux, de longue date, sujets à la fraude et à la corruption.

Les PDG de grandes sociétés nous disent que l'assainissement de leurs activités contribue à accroître leurs marges bénéficiaires. De nombreuses entreprises du secteur privé vérifient maintenant la liste des entités exclues par la Banque mondiale dans le cadre de leur devoir de diligence raisonnable et de leurs activités de veille économique. Le fait que, lorsque de grandes sociétés internationales – comme Siemens, Alstom, Oxford University Press et SNC-Lavalin – admettent avoir commis un acte illicite, elles sont sanctionnées ou inscrites sur la liste des entités exclues par la Banque, est un rappel à la réalité pour les autres entreprises qui sont ainsi averties que refuser de se conformer aux règles établies aura de graves conséquences défavorables. Mieux encore, de nombreuses sociétés figurant sur la liste des entreprises exclues ont publiquement déclaré qu'elles ont cessé de se livrer à des actes de corruption et indiqueraient le nom des entreprises qui poursuivraient de telles pratiques.

Pourtant, le Baromètre de la corruption publié au début de l'année par Transparency International est un sombre rappel du défi auquel nous sommes confrontés. Plus d'une personne sondée sur quatre a indiqué avoir payé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents dans le cadre de leurs interactions avec des institutions ou des services publics. L'enquête a également déterminé que la majorité des citoyens ne pensent pas que leur gouvernement mène une action efficace pour lutter contre la corruption et estiment que la corruption s'aggrave dans leur pays.

En tant que président d'une institution dont l'existence dépend de la confiance du public, je tiens à ne laisser absolument aucun doute peser sur le fait que le Groupe de la Banque mondiale a une tolérance zéro de la corruption. Nous sommes déterminés à appuyer les efforts de bonne gouvernance dans le monde. On ne saurait sous-estimer à quel point il est important de définir une bonne culture déontologique aux plus hauts niveaux, et de s'attaquer directement aux problèmes lorsqu'ils surviennent. Les pays qui affichent de meilleurs résultats dans le cadre de la lutte contre la corruption ont des dirigeants qui n'hésitent pas à s'exprimer sur ce point ainsi que des institutions solides qui sont mieux en mesure de prévenir l'apparition de comportements illicites. Dans le cadre de six récentes enquêtes portant sur des affaires de fraude et de corruption touchant des projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, un tournant décisif a été atteint lorsque les PDG des entreprises concernées ont entrepris personnellement de régler les problèmes que nous avons soulevés.



DOMINIC CHAVEZ / BANQUE MONDIALE

« Je tiens à ne laisser absolument aucun doute peser sur le fait que le Groupe de la Banque mondiale a une tolérance zéro de la corruption. »

Une politique de tolérance zéro semble sévère, précisément parce qu'elle l'est. Elle est également solidement ancrée dans une réalité caractérisée par une multitude de risques financiers et politiques, dans laquelle des problèmes se posent inévitablement. Dans un contexte aussi difficile, le Groupe de la Banque mondiale s'est fixé l'ambitieux objectif d'éliminer l'extrême pauvreté à l'horizon 2030. Certains font valoir que des efforts rigoureux pour éradiquer la fraude et la corruption pourraient entraver le commerce, ralentir la croissance économique et, en fin de compte, aller à l'encontre de notre objectif d'élimination de la pauvreté. Je ne suis absolument pas d'accord. En fait, je ne pense pas que nous puissions mettre un terme à la pauvreté tant que nous n'aurons pas établi de règles claires et équitables permettant d'améliorer les conditions de vie des populations pauvres et tant que ces règles ne seront pas bien appliquées.

Le moment est maintenant venu d'évaluer honnêtement les actions qui produisent de bons résultats dans le cadre de la lutte contre la corruption, les domaines dans lesquels nous continuons de nous heurter à des obstacles et la manière dont nous pouvons amener de nouveaux groupes à participer à ce processus. Nous devons absolument associer les jeunes à nos efforts. Actuellement, la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 25 ans. Les jeunes du monde entier souhaitent ardemment lutter contre la corruption, parce qu'ils en sont le plus souvent victimes. Grâce à la moralité et à la passion des jeunes et à la fermeté de ceux qui sont plus âgés et avisés, je pense que nous pouvons faire disparaître tout relâchement culturel encore associé à la corruption. Ce faisant, nous ferons un grand pas en direction de nos objectifs : éliminer la pauvreté et assurer une prospérité partagée par tous.